



Communiqué « Grand Paris » Les contribuables franciliens paient l'addition !

Le « Grand Paris » fait l'objet de nombreux débats. Ce projet est d'abord et surtout un projet capitaliste qui consacre l'idée d'une métropole financière de rang mondial, mais dont la majorité des salariés et habitants franciliens n'ont rien de bon à attendre en matière de transports, de logement, de services publics etc... Car l'objectif est de faire de l'Île-de-France une place forte financière qui entrerait en concurrence avec les autres places financières européennes telles Londres ou Francfort.

Et dans un tel contexte, les transports sont un enjeu essentiel dans cette logique capitaliste, l'organisation des transports précédant souvent l'aménagement du territoire.

Il en est ainsi du projet « Grand Paris Express ». Si certains localement peuvent y trouver une réponse à leurs problèmes de transports, globalement ce projet ne répond pas aux attentes et besoins des populations, particulièrement celles qui sont moins fournies en matière de transports collectifs. Et pourtant tous les contribuables franciliens vont payer ce projet « Grand Paris ».

Ainsi tous les propriétaires et locataires doivent mettre la main au porte monnaie. En effet, que ce soit sur la taxe foncière ou la taxe d'habitation 2011, est apparue une ligne en forte progression (+ 160 % à + de 200 %) dans la colonne taxe sociale d'équipement (TSE). Et en bas de page, en tout petit, on vous explique que la taxe spéciale d'équipement comprend la TSE « grand Paris » pour X Euros. Oui, dans la plus grande discrétion, tous les franciliens sont ponctionnés pour financer ce « Grand Paris » dont ils ont peu d'informations concrètes, mais qui pour beaucoup n'apportera rien dans leur quotidien, ou pire pourra l'aggraver, avec une amplification des inégalités territoriales concernant le logement, les transports, la santé, l'éducation, les services publics etc...

Ainsi on note, que dans ce projet « Grand Paris » le transport des marchandises est totalement absent et le nouveau projet d'infrastructure qu'est le « Grand Paris Express » s'il reste en l'état ne le permet pas. Mais là n'est pas leur objectif qui lui est de desservir (servir) des pôles d'excellences au service du capital. Peu importe le reste de la région. Dans leur logique capitaliste, l'industrie et l'emploi industriels, sont eux aussi appelés à fortement diminuer alors que c'est bien sur une industrie forte, renouvelée et rénovée que repose l'économie. Rappelons que l'Île-de-France demeure la première région industrielle française, et qu'elle en a historiquement toujours puisé sa puissance.

C'est pourquoi nous combattons cette désindustrialisation de l'Ile-de-France qui est très inquiétante. Les emplois et activités de services et tertiaires ne suffisent pas à pérenniser un développement économique et social durable.

Avec ce « Grand Paris » nous connaissons une situation nouvelle avec un détournement du sens des transports qui n'est plus de répondre aux besoins des usagers et des populations, de participer à l'aménagement du territoire et au développement industriel, mais répondre uniquement au besoin du capital. Les franciliens n'ont pas à payer cette logique. Leurs attentes, c'est une amélioration immédiate de leurs conditions de transports, sachant qu'avec les réorganisations, les délocalisations, le coût du logement, les temps de transports ne cessent de s'allonger.

D'autres choix sont possibles et nécessaires passant aussi pour d'autres financements. En commençant par mettre à contribution ceux qui profitent (au sens de faire du profit) en territoire des équipements publics et du transport (grande distribution, industrie du tourisme, zones logistiques ...) via une fiscalité qui alimente les fonds régionaux.

Il faut également généraliser le versement transports, impôts sur les entreprises pour qu'elles participent aux financements des équipements transports, réformer la fiscalité du transport professionnel avec prise en compte des coûts externes aujourd'hui à charge de la collectivité (pollution, nuisances, infrastructures, accidents...)

La CGT propose la création d'un pôle financier public ! La maîtrise publique du système de transport est nécessaire, elle est possible, c'est un choix politique, le service public de transport à besoin d'être renforcé !

Le 20 décembre 2011

Contact presse : Dominique Launay : 06.82.11.12.48